

## Revue d'histoire de l'Amérique française

### **Boily, Frédéric, Le conservatisme au Québec. Retour sur une tradition oubliée (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010), 135 p.**

Éric Bédard

---

Volume 64, numéro 2, automne 2010

URI : [id.erudit.org/iderudit/1017843ar](http://id.erudit.org/iderudit/1017843ar)

DOI : [10.7202/1017843ar](https://doi.org/10.7202/1017843ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN 0035-2357 (imprimé)  
1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Bédard, É. (2010). Boily, Frédéric, Le conservatisme au Québec. Retour sur une tradition oubliée (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010), 135 p.. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 64(2), 119–122. doi:10.7202/1017843ar

---

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

---

**érudit**

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. [www.erudit.org](http://www.erudit.org)

sources en témoignent, rien ne prouve qu'elle fût recherchée par Bellanger. Or, si on adhère à la vision proposée par l'auteur, François Bellanger avait un véritable projet, un rêve même, que toute sa vie a permis de construire (p. 157). Si on peut aisément imaginer que l'ancêtre Bellanger était conscient des possibilités offertes par la Nouvelle-France en termes de mobilité sociale, l'historien ne peut prétendre connaître le rêve caressé par un homme du XVII<sup>e</sup> siècle qui n'a laissé aucune archive privée.

À plusieurs reprises, les propos s'apparentent à un hommage rendu à un ancêtre (p. 244-245) et risquent d'agacer les spécialistes. Malgré ces réserves, il faut reconnaître que, le plus souvent, Raymond Bélanger est prudent et avance des hypothèses plausibles. L'exemple de Bellanger conduit globalement l'auteur à proposer une interprétation très positive et utilitaire de la seigneurie en Nouvelle-France, ce qui témoigne d'une certaine réalité seigneuriale, peut-être marginale, mais qui a été négligée, sinon niée, depuis quelques décennies. Raymond Bélanger nous livre un ouvrage très solide et bien écrit, qui n'hésite pas à remettre en question et à corriger les travaux antérieurs et qui peut, à bien des égards, constituer un modèle à suivre pour les généalogistes.

BENOÎT GRENIER  
*Université de Sherbrooke*

BOILY, Frédéric, *Le conservatisme au Québec. Retour sur une tradition oubliée* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010), 135 p.

**S'**il est une chose que nous ont apprise les historiens modernistes, c'est qu'il y avait du nouveau dans l'ancien. Sur le plan des idées, notamment, le Canada français d'avant 1960, loin d'être sous l'emprise de la seule idéologie cléric-nationaliste, fut irrigué par un authentique courant libéral qui, sans être dominant, avait ses journaux, ses intellectuels et ses adeptes. Ce pluralisme relatif du Québec d'avant la Révolution tranquille est aujourd'hui admis par la plupart des chercheurs sérieux. Mais ce qui semble moins admis, dans notre mémoire collective autant que parmi la communauté savante, c'est le pluralisme politique et idéal du Québec d'après 1960. Tout se passe en effet comme si, en 1960, le Québec avait soudainement viré à gauche, comme si les Québécois issus de la Révolution tranquille avaient tout à coup communiqué aux valeurs du progressisme. Pour contrer une telle perception, le petit ouvrage du politologue Frédéric Boily sur le conservatisme arrive à point. Entre le Canada français

d'autrefois et le Québec moderne, la continuité fut probablement plus grande qu'on l'a cru.

L'ouvrage du professeur Boily compte quatre chapitres et une conclusion qui ouvre sur la période actuelle. Le premier chapitre propose un essai de définition du conservatisme. Loin de proposer un corps doctrinal universel et offensif, le conservatisme s'apparenterait davantage à une sensibilité réactive au progressisme souvent utopique des modernistes qui varie considérablement selon les pays. S'il en est ainsi, c'est que, explique l'auteur, devant les grandes doctrines censées régénérées le genre humain, les conservateurs restent d'indécrottables sceptiques. À l'ingénierie sociale des idéologues progressistes qui rêvent d'un homme nouveau, ils préfèrent les leçons de la tradition et l'expérience des Anciens, d'où leur anti-communisme. Contrairement aux fascistes, les conservateurs ne souhaitent pas instaurer un nouvel ordre et sont allergiques aux tables rases. « Le nationalisme conservateur a même pu agir comme un frein face au fascisme » (p. 26), remarque Boily en se référant à l'expérience du général de Gaulle. Il aurait aussi pu donner l'exemple de Winston Churchill en Angleterre ou de Von Stauffenberg en Allemagne. Seul étonnement de ce chapitre, Boily ne discute pas sérieusement les définitions du traditionalisme et du conservatisme proposées par les historiens Pierre Trépanier et Xavier Gélinas au cours des dernières années. Comme l'auteur traite du Québec, on se serait attendu à ce qu'il s'appuie davantage sur ces historiens qui ont beaucoup réfléchi à cette tradition de pensée.

Les chapitres 2 et 3 traitent du conservatisme d'idées au Canada français et au Québec. Spécialiste de la pensée de Lionel Groulx, l'auteur résume succinctement le traditionalisme du chanoine. Après avoir rappelé l'hostilité de l'École sociale populaire au libéralisme, il s'attarde trop longuement aux réflexions de François Hertel, notamment sur un texte consacré au fascisme. Compte tenu de la définition donnée du conservatisme dans le premier chapitre, on comprend mal ce choix. L'auteur enchaîne ensuite avec les pensées de Fernand Dumont et de Léon Dion, ces « déçus de la Révolution tranquille » qui, dans leurs derniers ouvrages, déplorent les ruptures trop brutales introduites par les grandes mutations culturelles des années 1960. Cette critique du modernisme radical de la Révolution tranquille aurait des dimensions conservatrices selon l'auteur qui, par ailleurs, reconnaît que ni Dumont ni Dion ne se sont jamais présentés comme des conservateurs. Ce qui n'est pas le cas des intellectuels d'une « nouvelle sensibilité » qui, du fait de leur empathie sinon de leur complaisance pour les devanciers, seraient davantage des conservateurs que des

«libéraux inquiets», une étiquette qui fera certainement sourciller plusieurs des chercheurs identifiés, notamment Marc Chevrier ou Stéphane Kelly dont les travaux participent avant tout d'un renouveau de l'étude des idées républicaines.

Le chapitre 4 traite du conservatisme défendu dans l'arène politique et partisane. Frédéric Boily tente de démontrer que le régime duplessiste, par l'importance qu'il accorda au monde rural et à la lutte contre le communisme, fut bel et bien conservateur, contrairement à ce qu'avançaient les sociologues Jules Duchastel, Gilles Bourque et Jacques Beauchemin au milieu des années 1990 dans *La société libérale duplessiste* (Presses de l'Université de Montréal, 1994). Le problème, c'est que l'objet d'étude des sociologues de l'UQAM n'était pas l'idéologie de l'Union nationale mais bien la société globale des années 1940 et 1950. La critique de Boily me semble donc un peu vaine. Le reste du chapitre est consacré aux idéologies du mouvement créditiste et à celle de l'Action démocratique du Québec (ADQ), deux partis conservateurs selon l'auteur. Les analyses de Boily sont intéressantes mais ses bases empiriques sont fragiles car l'histoire des mouvements politiques conservateurs post-révolution tranquille est à faire.

Dans sa conclusion, Boily traite successivement des revues *Égards* et de *L'Action nationale* ainsi que de la droite péquiste, ce qui est un peu déroutant pour le lecteur. Par ailleurs, s'agissant de la «jeune droite conservatrice» et de Mathieu Bock-Côté dont les textes seraient parsemés de «raccourcis intellectuels» et d'«exagérations» (p. 129), le lecteur aurait pu s'attendre à une analyse plus serrée des écrits parus dans plusieurs actes de colloque universitaire ou dans *Recherches sociographiques*. Même s'il est devenu une personnalité médiatique, le doctorant en sociologie méritait un traitement moins subjectif.

Quoi qu'il en soit de ces quelques critiques, l'apport principal de ce petit ouvrage est de prendre le conservatisme au sérieux et de proposer une première synthèse de son histoire québécoise. Malheureusement, une telle approche nuancée n'est pas toujours au rendez-vous dans les milieux universitaires lorsque vient le temps de traiter d'idées qui ne communient pas au consensus progressiste. En effet, Frédéric Boily ne cherche pas à «fasciser» le conservatisme. C'est qu'en jouant un rôle significatif dans l'histoire des idées politiques au Québec, le conservatisme n'a pas été une solution de rechange à la démocratie mais probablement l'une de ses forces essentielles. Découvrir l'existence d'une tradition conservatrice, qui serait encore active aujourd'hui selon Boily, devrait moins nous

effrayer que nous faire prendre conscience du vrai pluralisme de notre culture politique.

ÉRIC BÉDARD  
*Téluq*

GAUTIER, Arlette, *Les Sœurs de Solitude. Femmes et esclavage aux Antilles du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle*, préface d'Olivier Pétré-Grenouilleau (Rennes, PUR, Collection « Histoire », 2010 [1985]), 275 p.

**P**ionnière des *Gender Studies* en France, spécialiste de l'histoire de l'esclavage dans les Antilles françaises, Arlette Gautier présente dans cet ouvrage les conditions de vie des femmes esclaves antillaises. Une vie qui est à la fois modelée par le rythme du travail à l'atelier et aux champs, par les maternités et les résistances, mais surtout par une division sexuelle du travail. Paru initialement en 1985 aux éditions Caribéennes, l'ouvrage est réédité en 2010 par les Presses universitaires de Rennes. Cette réédition arrive d'ailleurs à point nommé, puisque les conclusions de Gautier sont encore d'actualité et ouvrent, ou renouvellent, de nombreux horizons de recherche à la communauté historienne.

Portant son regard sur la Guadeloupe, la Martinique et Saint-Domingue, Arlette Gautier entreprend d'étudier ces sociétés dans une perspective comparative sur toute la période coloniale, soit du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. L'analyse statistique démographique que l'auteure fait des sources coloniales est remarquable, comme le relève l'historien Olivier Pétré-Grenouilleau dans sa préface. Les minutes notariales, les inventaires et recensements, les récits de vie et de voyageurs, les registres paroissiaux et d'états civils, les proclamations et ordonnances du gouvernement sont minutieusement analysés. Tout est passé au peigne fin et il en ressort des conclusions détaillées et fort pertinentes, savamment maîtrisées et illustrées.

La première partie, « Origines », dresse le portrait des femmes françaises, africaines et, quoiqu'assez superficiellement, caraïbes, en comparant leurs rôles, leur statut social et leurs activités au sein de chaque société, tout en y confrontant la sexualité, le mariage et la famille. Arlette Gautier retrouve dans chaque société une division sexuelle du travail et remarque que l'exploitation des femmes y est partout institutionnalisée, sans qu'elles aient la moindre représentation politique. Ainsi, les sociétés antillaises se fondent sur ces héritages français et africain, afin de former une société